



Conseil économique et social

Distr. limitée
24 juin 2011
Français
Original : anglais

Session de fond de 2011

Genève, 4-29 juillet 2011

Point 15 de l'ordre du jour provisoire*

**Instituts de recherche et de formation
des Nations Unies**

Argentine** : projet de résolution

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

Le Conseil économique et social,

Rappelant sa résolution 2009/27 du 30 juillet 2009,

Rappelant les résolutions 57/268 du 20 décembre 2002, 58/223 du 23 décembre 2003, 59/252 du 22 décembre 2004, 60/213 du 22 décembre 2005, 62/210 du 19 décembre 2007 et 64/260 (sect. I) du 29 mars 2010 de l'Assemblée générale,

Constatant les progrès accomplis par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche quant à la mise en place de la gestion axée sur les résultats et de normes de qualité et quant à l'utilisation croissante des outils d'apprentissage faisant appel à la technologie,

Constatant également les gains d'efficacité réalisés par l'Institut grâce à l'augmentation du nombre de cours offerts en ligne et à l'accent mis sur les effets multiplicateurs, comme la formation de formateurs, en vue de faciliter le transfert des connaissances en développant les capacités de formation dans les organisations nationales et régionales,

Constatant en outre le rôle moteur joué par l'Institut dans les réponses qu'il apporte aux priorités thématiques en matière de formation, telles que la cohérence à l'échelle de l'ensemble du système et le fonctionnement et la gouvernance de l'architecture de développement des Nations Unies, et du fait de sa participation active aux initiatives interinstitutions concernant les changements climatiques, le maintien de la paix, la migration et les domaines liés au développement,

* E/2011/100 et Corr.1.

** Au nom des États Membres de l'Organisation des Nations Unies qui sont membres du Groupe des 77 et de la Chine.



Encouragé par l'augmentation du nombre de contacts établis avec des bénéficiaires grâce à la multiplication des activités de formation et de partage des savoirs, et par l'élargissement de la présence de l'Institut dans les pays en développement,

Notant la situation financière globalement solide de l'Institut et la mise en œuvre d'un nouveau modèle d'activité accordant la priorité à la mobilisation de recettes propres,

Se félicitant de la création du Fonds de dotation destiné à assurer que les services de formation payants demeureront accessibles à ceux qui en ont le plus besoin,

Préoccupé par le faible niveau des contributions volontaires sans affectation particulière versées à l'Institut et par les effets négatifs qui en résultent pour les efforts déployés pour mener les réformes stratégiques et répondre aux besoins en matière de formation et de renforcement des capacités, en particulier ceux des pays les moins avancés et d'autres pays en développement,

1. *Prend note* du rapport du Secrétaire général¹;
2. *Se félicite* du Plan stratégique de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche;
3. *Demande* à l'Institut de poursuivre ses mesures novatrices dans le domaine de la mise en valeur des capacités, notamment dans le cadre de la plateforme de services de formation « Unité d'action des Nations Unies » consacrée au changement climatique;
4. *Demande également* à l'Institut de continuer de s'employer à renforcer les capacités des centres d'apprentissage dans les pays en développement en recourant à des méthodes novatrices, l'objectif étant de promouvoir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire et de contribuer à une meilleure coordination entre les instituts de recherche et de formation des Nations Unies;
5. *Invite* les États Membres à s'associer à un groupe d'amis qui mènera ses activités en consultation avec le Président du Conseil d'administration de l'Institut en vue de définir des mesures concrètes pouvant notamment consister à établir un fonds de dotation, afin d'apporter une solution aux problèmes visés aux paragraphes 61 et 62 du rapport du Secrétaire général et de permettre à l'Institut de contribuer plus efficacement aux activités des Nations Unies en matière de coopération pour le développement; .
6. *Prie* le Secrétaire général de lui rendre compte à sa session de fond de 2013 de l'application de la présente résolution.

¹ E/2011/115.